

Les tenants les plus nets de la pensée dominante n'ont pu échapper à ce fait et l'on sait quels ont été les efforts d'un J. TINBERGEN pour forger un appareil de prix comptables (ou théoriques) (accounting prices, shadow prices) mais ce n'est pas minimiser l'intérêt de ses recherches que de constater son échec à résoudre trois questions essentielles dont la solution conditionne pourtant l'efficacité de la procédure qu'il propose :

- à supposer que les prix comptables puissent nous fournir un bon indice des raretés actuelles, ils ne peuvent nous permettre de raisonner en dynamique : d'une part, ce serait apprécier en termes de raretés/ACTUELLES productions qui ont pour objet de modifier les raretés relatives et par conséquent nous en arriverions à surestimer en permanence la valeur des productions ; d'autre part, même si l'on écarte la première objection (ce qui est acceptable sous réserve de le dire), nous devons bien comprendre que les prix n'expriment de tensions de rareté que dans le cadre de structures déterminées (techniques de production, répartition des revenus, et niveau de la prise de conscience des besoins). Or, l'investissement que nous voulons mettre en oeuvre a précisément pour objet de modifier ces structures : il ne peut pas ne pas modifier les conditions dans lesquelles se déterminent les tensions de rareté.

- L'élaboration de "prix comptables" nécessite l'élaboration d'un modèle économique général incluant au moins tous les produits que SRAFFA appelle "biens de base". Certes Tinbergen se préoccupe fort peu de fonder en termes de valeur les prix qu'il recherche. Mais, même dans sa propre perspective, il ne peut éviter l'élaboration d'un modèle de programmation (qui devrait éviter l'hypothèse de la linéarité) puisque les prix qu'il recherche ne sont autres que les solutions du problème dual. Et il rencontre au moins trois difficultés à différents niveaux : le coût d'élaboration d'un tel programme (dont il n'y a pas d'exemple) serait considérable ; l'acceptation des hypothèses de Pareto nous renvoient à la pure statique ; le raisonnement à la marge s'accorde mal à l'analyse du développement qui implique des ruptures structurelles.

Si un tel calcul devait être effectué il devrait l'être en "équivalents travail" afin de pouvoir fournir d'emblée un critère d'allocation des forces productives aux divers secteurs. Il est certain que P. SRAFFA met sur la voie de tels calculs mais il suffit de participer à l'élaboration d'un tel travail même dans un secteur particulier d'une économie nationale pour en connaître les difficultés et les délais (1). Nous sommes très loin de disposer de programmes nationaux de ce type.

Enfin, il faut bien admettre qu'une telle procédure d'évaluation accepte implicitement l'actuelle division internationale du travail, c'est-à-dire ne se donne pas les véritables moyens d'une politique économique d'indépendance et de développement. En effet, la construction des "prix comptables" ne peut se réaliser à une autre échelle que celle de la nation : les prix extérieurs (à la vente ou à l'achat) sont pour le gouvernement concerné des données sur lesquelles il n'a pas de prise. Mais ces prix ne sont pas le résultat de phénomènes naturels : ils expriment les structures du marché mondial, c'est-à-dire le comportement des monopoles mondiaux, l'intervention des Etats des pays

(1) Cf. les travaux de Jacques MAGAUD :

- équivalent travail d'une production in Population mars 1967
- équivalent travail d'une production et consommation d'éducation, in Revue Economique, mars 1968, pp. 237 et ss.

Mais en réalité, ils constituent plus une évaluation "à la Harrod" c'est-à-dire en termes d'une unité étalon qui est le salaire de l'heure de travail qu'en termes d'heures. Le seul moyen d'aboutir est d'utiliser la méthode de P. SRAFFA. Mais elle exige des calculs (et des informations) en quantités considérables.

Il faut du reste reconnaître que nous nous heurtons à des difficultés pratiques particulières pour ramener le travail complexe à du travail simple. Nous ne pouvons guère le faire actuellement que sur la base des hiérarchies pratiquées de salaire dont on voit bien tous les inconvénients théoriques.

développés et l'ensemble des phénomènes qu' A. EMMANUEL range sous l'appellation d'échange inégal. Définir l'investissement à réaliser sur une telle base revient à accepter ce contexte, à le perpétuer et en fait à ne produire que ce que le marché mondial capitaliste (c'est-à-dire ses grands centres de décision) autorise à produire.

Ainsi, nous n'hésitons pas à conclure nettement sur ce point que le calcul économique couramment pratiqué, pour valable qu'il soit lorsque un entrepreneur privé évalue ses chances de profit -et ceci est conforme au modèle post-keynésien- n'a aucun sens dès que nous échappons à la logique de la firme privée (1). Il ne s'agit pas de faire du calcul comme si c'était le label de la science. Il faut déterminer ce que l'on veut mesurer et les moyens adéquats pour y arriver. En ce sens, nous sommes affrontés à la nécessité d'élaborer un nouveau calcul économique que nous devons faute de mieux appeler calcul de nature collective.

Il faut d'abord noter que des travaux déjà abondants ont été réalisés dans ce domaine. Ils concernent aussi bien des industries entièrement nouvelles de pays industrialisés (électronique (2), atome (3), conquête spatiale (4), pétrochimie (5) ou de pays sous-développés (barrages de Fria) (6), d'Edéa (7), d'Assouan (8), d'Inga (9), du Kouil Kouilou (10), industrie chimique ou industrie sidérurgique projetée en Afrique (11), effets d'entrainement sur l'économie argentine d'une industrie de l'énergie atomique (12), pour ne citer que des travaux que nous avons l'occasion de connaître et qui ne couvrent qu'une petite partie des travaux sûrement existants ou en cours. Il est difficile de nier leur existence.

-
- (1) Même si le secteur public est au service du capitalisme privé, nous savons que ce n'est pas en maximant son profit. Au demeurant la maximisation du profit dans le secteur privé reste une stratégie à long terme qui est susceptible de tactiques courtes qui peuvent être très différentes.
 - (2) Cf. les travaux polycopiés multiples de l'I.S.E.A.
 - (3) Etude de R. BONNET pour le C.E.A.
 - (4) Cf. les travaux personnels de F. PERROUX et son cours au Collège de France.
 - (5) divers travaux sur les effets de la raffinerie de Feyzin, l'arrivée du gaz naturel en France, la gestion de l'oligopole pétrolier (thèse de E. ROTH) menés à l'ERAP, à Gaz de France, au Commissariat au Plan ou à l'I.E.J.E. de Grenoble.
 - (6) G. BELL, Cahiers de l'I.S.E.A., série F.
 - (7) Mémoire de D.E.S. de M. DURAND, Grenoble 1965.
 - (8) M. Bakri MOFTAH, Les effets à attendre du haut barrage d'Assouan, thèse Grenoble 1965.
 - (9) Cf. rapport de la Mission économique de la C.E.A. en Afrique du Centre. Conseil Economique et Social de l'O.N.U., mars 1966.
 - (10) I.E.E.A., Le barrage de Kouilon, polycopié, 1963.
 - (11) Cf. les rapports de la Conférence pour l'Harmonisation du Développement industriel en Afrique de l'Ouest (1963 et 1964).
 - (12) Travaux de J.M. MARTIN et J. SABATO, Commission de l'Energie Nucléaire d'Argentine.

La multiplicité des effets d'entrainement constitue l'une des difficultés de leur calcul. Beaucoup d'entre eux ne peuvent être appréciés que sur la base de tableaux d'échanges interindustriels et dans le cadre de modèles pluri-sectoriels. C'est dans ce cadre que se situe tout l'effort de Cl. CHARMEIL et nous aurons donc à y revenir dans le chapitre III. Mais nous avons à tenir compte aussi de tous les impacts de l'investissement nouveau sur les quantités globales de l'économie ou sur ses variables caractéristiques :

- sur (et par) les revenus des particuliers et de l'Etat (impôts), donc sur la structure de la consommation, la capacité d'investissement de l'Etat, le développement des services publics ;
- sur la balance des comptes ou des paiements, les disponibilités en devises et par là les possibilités de se procurer un supplément d'équipement à l'extérieur avec tous les effets à en attendre ;
- sur l'équilibre régional du pays et l'ensemble des flux qui y sont liés, c'est-à-dire sur les potentialités de développement présentes au sein de la région (en notre premier sens) mais aussi des autres régions ;
- sur les techniques employées dans les autres secteurs d'activité, à l'amont et à l'aval (par influence directe lorsqu'il s'agit de la disponibilité d'un produit nouveau susceptible de permettre la mise en œuvre de techniques nouvelles, par influence indirecte par l'intermédiaire de substitution de cultures, de l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, de la stimulation à la recherche agronomique ou technique...) ;
- sur la création de nouvelles activités ou de nouvelles branches (noircissement de la matrice des échanges inter-industriels) ;
- sur les comportements individuels et collectifs, les réseaux de force en jeu dans son environnement, créant au total un ensemble structurel de type nouveau ;
- sur le niveau culturel ou sanitaire de l'ensemble de la population.

La plupart de ces effets peuvent être repérés quantitativement. Certains cependant ne le seront qu'avec difficultés : elles peuvent tenir à l'insuffisance de nos instruments et nous avons encore beaucoup de progrès à accomplir. Mais ces difficultés peuvent aussi tenir à la difficulté du phénomène à observer. Il est absolument vain de vouloir donner une mesure concrète de ce que représente la satisfaction du besoin d'éducation ou de santé. On peut mesurer le progrès dans cette satisfaction, on peut mesurer le coût. Lorsque les comptables nationaux apprécient la valeur aux coûts, ils savent qu'ils se livrent à une simplification outrancière, même si elle est inévitable ; précisément l'augmentation d'efficacité d'une dépense donnée, selon cette méthode, n'accroît pas la valeur produite.

L'existence de cette part non mesurable constitue une difficulté réelle pour notre objet. Mais il ne faut pas la majorer. Le calcul final dépend de la valeur qu'en ce moment-ci la communauté nationale intéressée ou la classe dirigeante accorde ou peut accorder à ce résultat. Cela dépend en dernier lieu d'une décision politique. Le non-mesurable est ainsi le rétablissement de la dimension politique du choix.

4. Cette analyse de l'investissement entraînant peut être étendue (et précisée) dans le cadre des relations d'entraînement inter-régional. On peut en effet considérer que l'investissement étant toujours localisé, il n'agit pas seulement sur une structure préexistante de capital, comme nous venons de le voir, il transforme aussi la structure préexistante des inter-relations régionales.

Ce type d'effet d'entraînement souligne que "l'espace" que l'économiste prend en considération n'est pas "l'espace" géographique mais un "champ de forces" dont les éléments agissants et agis ne sont pas nécessairement situés en un même lieu concret. Cette polarisation de l'espace peut exprimer le "contenu d'un plan" si une macro-décision y apparaît comme dominante, ou exprime la résultante des divers plans plus ou moins incompatibles des unités qui y agissent.

Notre attention est ainsi attirée d'abord sur le fait qu'un investissement n'a pas les mêmes effets selon qu'il se réalise dans une région industrialisée ou dans une région sous-développée. F. PERROUX le souligne pour commencer dans son rapport "la firme motrice dans une région et la région motrice" et ceci rejoint notre analyse précédente : l'investissement n'exerce pas d'effets mécaniques.

Cette analyse de F. PERROUX se poursuit en couplant deux régions structuellement déterminées ou en considérant l'économie nationale formée de plusieurs régions. La localisation de l'investissement peut conduire à des déséquilibres ou à des influences asymétriques cumulatifs ou au contraire corriger les déséquilibres existants. On remarquera volontiers que s'il est dans la nature des investissements privés de correspondre au premier type, les pouvoirs publics sont loin d'avoir l'indépendance nécessaire pour assurer quasi automatiquement les seconds.

Ce point de l'analyse est très important pour expliquer les écarts croissants entre les niveaux de développement des diverses régions d'un même pays (HIRSCHMAN écrit que tout pays sous-développé a un Nord et un Sud : il pourrait en dire autant des pays développés, le Sud des Etats-Unis, les depressed areas britanniques, la Bretagne, le borinage belge, le Mezzogiorno italien, etc...) et pour permettre de comprendre en quoi la localisation d'investissements importants contribue à modifier les structures régionales d'un pays.

L'esprit le moins attentif aux liaisons entre les centres de décisions privés et l'Etat ne peut pas ne pas remarquer comment les multiples décisions de l'Etat renforcent plus qu'elles ne contredisent cette tendance naturelle : les tarifications des sociétés nationales, la localisation et la signification des investissements publics (par exemple on ne peut déplacer les gisements de Lacq mais plutôt que d'en profiter pour "industrialiser" le Sud-Ouest, on transporte le gaz... dans les régions déjà les plus industrialisées), les décisions des "organismes de planification" (le refus d'investissements véritablement entraînants pour l'extrême-ouest breton malgré les possibilités techniques)... etc... en sont quelques exemples.

Ceci marque une fois de plus la contradiction entre les hiérarchies des décisions des firmes privées et ce que pourrait être la définition de l'intérêt général, d'une part des coûts d'implantation exorbitants, d'autre part, des potentialités largement gaspillées. Il en résulte à l'évidence que la localisation de l'investissement doit être prise en considération si l'on veut pouvoir évaluer correctement ses effets.

Il n'est pas impossible que ces tendances soient corrigées si l'Etat prend les mesures nécessaires. Elles consistent en l'organisation d'un réseau de relations entre centres industriels qui stimule la propagation régionale de leurs effets plutôt que leur polarisation. On peut comprendre pourquoi l'axe Rennes-Nantes n'exerce aucun effet plus à l'ouest (les autres centres industriels sont à l'Est) et il est certain qu'un centre industriel à l'extrême-ouest breton serait favorable à tout l'intérieur de la Bretagne (par les relations avec l'axe Rennes-Nantes) en même temps que, sous des conditions à étudier, aux centres déjà établis de Rennes et de Nantes. Cette question est particulièrement importante dans les pays sous-développés, caractérisés par la faiblesse des centres industriels. Les types d'industries mais aussi leurs lieux d'implantation doivent être décidés de telle sorte que la totalité du territoire national subisse les effets d'entraînement de ces centres. On notera seulement qu'il est plus facile d'organiser une économie autour de deux pôles qu'autour d'un seul : l'exemple de l'Oural-Kouznetsk en Union Soviétique est assez célèbre pour qu'il suffise de l'évoquer.

Ici encore, nous ne disposons pour ce type d'analyse structurelle que d'outils mathématiques encore relativement peu adaptés. Les comptabilités interrégionales sont statiques dans leur construction comme le sont les tableaux d'échange inter-industriels tant que les coefficients techniques sont constants, surtout si l'on n'y intègre pas les flux de biens de capital. Des comptabilités interrégionales réalisées à des périodes successives du temps témoignent d'une partie des transformations structurelles réalisées mais un tableau pour une année donnée ne permet pas de construire la chaîne des effets d'un investissement localisé. Les comptabilités inter-régionales, comme les tableaux d'échange inter-industriels constituent au maximum une liste des questions que l'on doit se poser et un test de cohérence des réponses que l'on y apporte.

C'est en ce sens que nous devons être attentifs à la voie ouverte par Cl. PONSARD lorsqu'il utilise une catégorie particulière de graphes, les graphes de transfert (ou graphes de fluence) utilisés jusqu'ici par les physiciens et en particulier les électroniciens, pour analyser les circuits économiques et formaliser "une nouvelle théorie de l'équilibre économique inter-régional" (1).

Certes, nous sommes au début de la recherche et l'auteur nous le dit très explicitement. Il suffit de constater le décalage entre le "projet" indiqué dans l'avant-propos, et le contenu de l'ouvrage pour voir encore la distance à parcourir d'autant plus que la quasi-totalité de l'analyse est menée en termes de flux courants. L'essentiel de l'ouvrage reste en effet consacré à la formalisation de système interrégionaux reposant sur des équations linéaires. Mais Cl. PONSARD affirme que "la position des flux les uns par rapport aux autres une fois décrite, leur interdépendance, aussi complexe soit-elle, peut être étudiée d'une manière fine et complète. Les effets directs et indirects d'un flux sur un autre peuvent être isolés et agrégés. De même, l'action d'un coefficient de comportement ou d'un coefficient technique sur de tels flux peut être singularisée. L'hypothèse classique de la constance de ces coefficients peut être levée et la sensibilité des flux à leur variation devient mesurable" (p. XI).

Dans cette perspective, les trois premiers chapitres étant essentiels pour les comprendre, ce sont les chapitres 4 et 5 qui mettent sur la voie de la compréhension de l'apport de cette recherche.

(1) Un modèle topologique d'équilibre économique interrégional, Paris, Dunod, 1969.

D'une part, Cl. PONSARD utilise ces graphes pour analyser (et mesurer) "l'influence de paramètres singuliers", c'est-à-dire "l'influence de certains paramètres sur le comportement d'un système linéaire de flux interrégionaux". Par là, on mesure "l'impact d'un coefficient technique (et en particulier d'un progrès technologique) ou d'un coefficient de consommation dans un modèle d'interdépendance spatiale" (p. 93). "On peut alors étudier la sensibilité d'un système linéaire par rapport à un paramètre donné, ... la sensibilité d'un agrégat par rapport à un coefficient technique inter-industriel et inter-régional donné" (p. 103). Nous obtenons donc "d'utiles informations" sur la stabilité du système étudié. Nous sommes passés (ou en voie de passer) d'une analyse descriptive à une analyse structurelle.

D'autre part, l'auteur envisage la dynamisation du système qu'il envisage comme le fait "de retracer les cheminements qui conduisent, sous certaines conditions, à un état d'équilibre du système" (p. 117). Grâce à l'introduction de décalages temporels, nous pouvons obtenir "des résultats intéressants, notamment sur les déséquilibres dynamiques du système et sur la vitesse avec laquelle les effets d'une impulsion locale sont transmis aux diverses régions de l'espace considéré" (p. 120).

Mais jusqu'ici toute l'analyse a été menée en termes de flux courants. La véritable dynamique ne consiste pas seulement à introduire les décalages temporels. Elle nécessite l'analyse des relations entre flux (de marchandises) et stocks (de biens de capital). La possibilité de celle-ci est tout juste indiquée dans les deux dernières pages. "Dans un modèle dynamique, les relations structurelles entre les flux et les stocks prennent toute leur importance. Pour chaque branche régionale, la relation entre stocks de capital et niveau de production totale étant donnée, les investissements constituent dorénavant des variables endogènes" (p. 121).

Enfin, en conclusion, Cl. PONSARD suggère que la théorie des graphes pourrait conduire à des analyses entièrement dynamiques, si elle était appliquée (et applicable) au traitement de systèmes non-linéaires et à "la régulation d'un système interrégional", permettant ainsi "d'aborder, par une voie originale, les problèmes de programmation économique" (p. 123) (1).

(1) Bien entendu, ce qui est utilisable dans les systèmes interrégionaux dès lors que l'on prend en considération l'impact des paramètres singuliers sur leur structure et l'ensemble des relations entre les flux et les capacités de production semble pouvoir être utilisé aussi à l'analyse structurelle des ensembles inter-industriels, c'est-à-dire pouvoir nous faire progresser dans l'analyse formalisée de l'ensemble des effets d'entraînement.

Il n'en reste pas moins qu'un système électrique n'est pas susceptible de déformation structurelle progressive et que, par là même, la méthode des graphes de transfert qui en est issue semble devoir rencontrer une limite rigoureuse.

Soulignons néanmoins que c'est par des recherches de cette nature, cherchant à utiliser des outils mathématiques de plus en plus adaptés à la complexité du réel socio-économique, que la rigueur de notre analyse peut progresser.

L'analyse de ces relations inter-régionales peut, comme les précédentes, être étendue à celle des relations entre nations ou ensembles de nations.

Comme Maurice BYE le prévoyait, dès 1958, la majeure partie des investissements au sein de la C.E.E. s'est effectuée depuis dans un cercle dont le centre est à Ostende et le rayon de l'ordre de 500 kms et nous pouvons constater que les pouvoirs publics n'ont pas pris les mesures qu'il recommandait pour éviter qu'il n'en aille ainsi. Cette polarisation déforme profondément le visage industriel européen.

Il en va de même des relations entre pays développés et pays sous-développés et plus largement de la structure régionale de l'ensemble de l'univers capitaliste. Il peut s'analyser à partir des grands centres de localisation des investissements et de leurs effets de propagation ou de polarisation spatiale.

Nous sommes ainsi en mesure de conclure ces développements sur les effets d'entrainement de l'investissement : l'essentiel tient dans ce fait que l'effet direct sur le volume de la production ne représente qu'une partie, et peut-être la moins intéressante pour l'économiste, des effets de l'investissement. Celui-ci a pour conséquence principale de transformer une structure (sectorialisée et régionalisée) préexistante de l'appareil productif et les résultats sur la production qui lui sont véritablement imputables sont ceux qui résultent de la totalité de cette transformation.

En ce sens, nous comprenons mieux à quoi tient la décision d'investissement. Nous savons bien qu'en termes très généraux elle repose sur la volonté du capitaliste d'accroître sa propre capacité d'obtention de profit. Mais, il peut souvent apparaître difficile de se contenter d'une affirmation aussi générale : l'obtention du profit est liée à la réalisation de la valeur de la production et donc à l'existence d'un débouché. Les auteurs post-keynésiens ont à ce point insisté sur ce débouché qu'ils ont établi une stricte proportionnalité entre le volume du débouché anticipé et le volume de l'investissement. Mais nous venons de voir que cette analyse méritait d'être très largement dépassée. L'investissement est actif, c'est-à-dire qu'il est capable de se créer à lui-même ses propres débouchés, soit parce qu'il diffuse des potentialités nouvelles (accroissant par le fait même à nouveau ses propres débouchés, c'est-à-dire créant un véritable processus dynamique), soit parce qu'il est susceptible de détruire des formes (ou des modes) anciennes de production et de susciter son propre débouché en substituant l'activité nouvelle à des activités anciennes.

Nous comprenons aussi en quoi cette création de débouchés nouveaux est essentielle au mode de production capitaliste pour la poursuite du développement de ses forces productives. Si cette création venait à cesser, le M.P.C. perdrait toute capacité de croissance et se détruirait lui-même car il ne lui est pas loisible de ne pas croître sans cesse. Mais cette création de débouchés nouveaux pour le nouvel investissement n'est pas limitée à des débouchés qui existeraient sans être aucunement fournis. Ceci ne pourrait plus être aujourd'hui qu'une éventualité absolument exceptionnelle. C'est par sa capacité destructive que la capacité créatrice de débouchés de l'investissement nouveau se manifeste le plus généralement dans le capitalisme avancé. Dès lors, l'existence de débouchés extérieurs (au pays capitaliste avancé, à la sphère capitaliste de production) n'est pas une condition sine qua non : les activités "absolument nouvelles" s'établissent sur la ruine des activités "modernes" et comme en s'établissant sur ces ruines elles se fabriquent des débouchés plus vastes que ceux qui existaient antérieurement, on comprend que le mode de production capitaliste puisse continuer à puiser en lui-même un certain dynamisme.

Une double question se pose alors. D'une part, on peut se demander si les débouchés extérieurs n'en sont pas pour autant indispensables, en tant que fournisseurs d'un appont nécessaire à la mise en jeu des forces destructives (les débouchés nécessaires aux activités nouvelles seraient plus grands que ceux des activités qui suffisaient à celles auxquelles elles se substituent). Dans ces conditions, le mode de production capitaliste ne peut pas connaître une expansion illimitée de ses forces productives : même s'il peut en retarder le moment, la contradiction, et une contradiction absolue, est inévitable.

D'autre part, si nous ne répondons pas par l'affirmative à la question précédente, nous avons encore à nous demander si la capacité destructrice des nouveaux investissements sera toujours suffisante pour les justifier. Cela n'implique pas nécessairement que le M.P.C. soit susceptible d'accomplir intégralement la Révolution Scientifique et Technique avec l'ensemble des aspects qualitatifs analysés par RICHTA. Mais cela donnerait au M.P.C. une capacité de dynamisme interne prolongé.

Nous ne sommes pas armés pour répondre à ces questions car elles impliquent dans leur formulation même que les investissements exercent des effets de progrès technique non neutre (et Marx en effet ne séparait pas le progrès technique -et un progrès non neutre- de l'investissement). Nous les retrouverons dans l'analyse du progrès technique.

Mais, même si nous ne pouvons répondre à ces questions, au fond, nous devons bien constater que dans le capitalisme contemporain, les pays industriellement avancés connaissent des difficultés à réaliser l'équilibre nécessaire entre la génération et l'absorption de leur surplus. Cette question nous fait passer d'une discussion sur le concept et le rôle de l'investissement à une discussion sur le fonctionnement du système tel qu'il peut être appréhendé à l'aide du modèle des post-keynésiens. C'est celle que nous devons maintenant aborder.

B- Le fonctionnement du capitalisme contemporain, les équilibres.

L'équilibre du modèle post-keynésien se situe, nous l'avons vu, à différents horizons de temps et chacun mérite d'être analysé dans le cadre du M.P.C., et plus spécialement dans celui du capitalisme contemporain. Nous pouvons d'abord nous demander dans quelle mesure, ou à quelles conditions, est assuré l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. Nous avons ensuite à étudier les politiques anticycliques. Il s'agit à la fois de mieux comprendre le fonctionnement du M.P.C. et de se demander dans quelle mesure le modèle post-keynésien constitue un outil acceptable d'interprétation.